



Référendum «Stop huile de palme» Le 7 mars, choc frontal entre deux visions de l'agriculture

Gregory Wicky
Le partenariat avec l'Indonésie soumis au peuple rime-t-il avec opportunités économiques ou désastre écologique? Deux agriculteurs vaudois opposent leur point de vue.

Le 7 mars prochain, le peuple suisse doit approuver ou non l'Accord de partenariat économique avec l'Indonésie, géant asiatique aux 271 millions d'habitants. En cas de oui, les produits d'import agricoles verraient leurs droits de douane abaissés. Largement accepté par les Chambres fédérales, le texte fait l'objet d'un référendum lancé par le comité Stop huile de palme, formé notamment du syndicat Uniterre, du vigneron genevois Willy Cretegnny et de membres de la Grève du climat. Il s'inquiète des ravages écologiques causés par cette culture, dont l'Indonésie fournit à elle seule plus de la moitié de la production mondiale.

Sur la scène nationale, cette fronde ne dispose du soutien politique que des Verts. Mais la situation est très différente au niveau des sections: dans le canton de Vaud, seuls le PLR et les Vert'li-

43%

La part d'opinion favorable à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie, selon le sondage Tamedia du 10 février, contre 44% d'opinion défavorable (13% d'indécis)

béraux ne suivent pas les référendaires. Grande déception pour ces derniers, ils ne pourront en revanche pas compter sur l'Union suisse des paysans (USP): la faitière a été rassurée par les aménagements apportés à l'accord par Guy Parmelin. Ces derniers visent à assurer non seulement qu'un contrôle rigoureux sera mené quant aux respects des normes de durabilité en Indonésie, mais aussi que les producteurs suisses de matières premières destinées à la fabrication d'huile ne seront pas préterités: un quota annuel de 12'500 tonnes

a ainsi été fixé pour les importations.

Les soutiens à l'accord mettent en avant le fait que la part d'huile de palme indonésienne a drastiquement chuté dans les importations suisses: sur les 21'000 tonnes entrées dans notre pays en 2019, 125 tonnes seulement, soit 0,6%, provenaient d'Indonésie, contre 30% dix ans plus tôt, selon les chiffres de l'Office fédéral des douanes. Mais pour les opposants, cette proportion augmenterait à nouveau si le texte, qui prévoit une baisse de 20% à 40% des taxes, était accepté.

Si on en croit le sondage Tamedia du 10 février, le scrutin sera très serré, avec pour l'heure 43% d'opinion favorable à l'accord et 44% contre (13% d'indécis). Pour des raisons écologiques, économiques ou idéologiques, le monde paysan est lui aussi très divisé. Nous avons donné la parole à deux agriculteurs vaudois, tous deux producteurs de colza, un végétal qui est la principale source d'huile indigène en Suisse et dont le canton fournit à lui seul 30% de la production nationale. Chacun épaulé d'un allié, ils nous livrent leurs visions opposées dans ce débat hautement sensible.



Les deux camps

«Cet accord n'est pas le paradis, mais c'est un bon début»

POUR Sébastien Pasche dirige à Thierrens une exploitation ultra-moderne de 60 hectares. Il y cultive notamment des pommes de terre et des endives, mais aussi des céréales et du colza. Il votera oui le 7 mars. Il ne craint donc pas qu'un surplus d'huile de palme indonésienne ne vienne mettre la pression sur les prix du colza?

«Non, pas forcément. Notamment parce que les contraintes de traçabilité font que les chargements seront limités à 22 tonnes, ce qui est petit. Les frais de transport feront que même avec des taxes abaissées, cette huile ne sera pas si bon marché.»

On sent dans son discours beaucoup de pragmatisme, une volonté de compromis. S'il souligne qu'il s'agit de prendre en compte les enjeux économiques au-delà de l'agriculture, il estime que l'USP a su se faire entendre à Berne, en obtenant de bonnes conditions tant sur le plan des volumes d'importation que sur les garde-fous liés à la durabilité. «Nous sommes presque 8 milliards

sur Terre, 10 ou 11 dans pas si longtemps. Il faudra bien nourrir tout le monde. Les contraintes liées à l'écologie augmentent – c'est une bonne chose – mais il faut trouver des solutions. Que le partenariat soit signé ou non, on continuera d'ailleurs d'importer de l'huile de palme. Cet accord n'est peut-être pas le paradis, mais c'est un bon début.» À ses côtés, on trouve Claude Baehler, président de Prométerre, l'Association vaudoise de promotion des métiers de la terre, favorable à l'accord. «Une chose que l'on dit peu: sur la fameuse limite de 12'500 tonnes annuelles qui bénéficieraient d'une réduction de taxes, 7500 tonnes portent sur la stéarine de palme. C'est une graisse plus dense, qui ne s'utilise que dans l'industrie non alimentaire, notamment les savons ou les lubrifiants. 3750 tonnes concernent l'huile de palmiste, extraite de la graine du fruit du palmier, qui s'utilise aussi peu pour l'alimentation. En fait, l'huile de palme à proprement parler ne représente que 1250 tonnes, ce qui est un chiffre

raisonnable.»

Les deux hommes ne savent pas si le vote du oui représente une majorité de l'opinion agricole et préfèrent ne pas se prononcer pour les collègues. Ils mettent en revanche en avant un argument commun: le territoire dévolu à la production agricole en Suisse ne va pas augmenter, et on ne peut pas simplement choisir d'augmenter les hectares de colza pour faire face à l'augmentation de la demande. «Le 13 juin, on a deux autres votations qui arrivent, ajoute Sébastien Pasche. Si le peuple dit oui aux initiatives «eau propre» et «interdiction des pesticides de synthèse», la culture du colza pourrait être affectée. Il faudra bien aller chercher les matières grasses quelque part. C'est aussi une histoire de cohérence...» Il rappelle que le consommateur a toujours le dernier mot: «Si les Suisses achètent moins de produits à base d'huile de palme, on en importera moins.»



Sébastien Pasche dans son exploitation de Thierrens. FLORIAN CELLA

«Il faut arrêter de perpétuer un système qui va dans le mur»

CONTRE Dans sa petite exploitation bio du Mont-sur-Lausanne, André Muller garde une douzaine de vaches, dont il vend le lait directement. Sur ses 17 hectares, il produit notamment du blé et du colza. Il votera non le 7 mars. «Depuis 1990, le prix du colza ne cesse de baisser, explique l'agriculteur. On est passé de 2 fr. 10 en 1990 à 76 centimes en 2020, alors qu'il faudrait compter 1 fr. 80 juste pour les frais de production. Il y aurait une demande pour produire davantage de colza suisse, qui donne une huile bonne et saine, mais pas à ces prix... Avec cet accord, l'huile de palme sera encore meilleur marché; ça va mettre toujours plus de pression sur le colza, c'est inévitable.» Membre de l'Association Stop huile de palme, connu dans la région pour sa langue bien pendue et son activisme en faveur d'une

agriculture durable, il considère comme une «haute trahison» le fait que l'USP se soit laissé convaincre par Guy Parmelin. «Je ne comprends pas que les professionnels de la défense agricole soutiennent une politique qui mène les paysans à leur perte.

Tout ça ne profite qu'aux multinationales et aux marchés financiers, au détriment de la biodiversité et du climat.» Il estime que ses collègues, qui financent l'USP par leurs cotisations, «n'osent pas toujours dire ce qu'ils pensent».

Mais aux yeux des référendaires, les enjeux vont bien au-delà de la paysannerie suisse. Michelle Zufferey, secrétaire permanente du syndicat Uniterre, s'était jointe à nous pour la discussion: «Le Conseil fédéral promet des garde-fous, et un contrôle strict des conditions de travail sur place. Mais c'est to-

talement impossible à mettre en œuvre. La production d'huile de palme en Indonésie sur d'immenses surfaces en monoculture, qui ne peuvent pas être durables, entraîne déforestation à outrance et expropriations massives. L'affiche du oui, où on voit un ours et un tigre qui s'embrassent, illustre parfaitement la situation: au final, ce sont les plus forts, multinationales et marchés financiers en tête, qui vont en profiter.

L'orang-outan dans sa forêt qui brûle, on ne le voit pas.» André Muller renchérit: «L'huile de palme durable, ça n'existe pas. Et la faire venir par bateau du bout du monde alors qu'on peut produire de l'huile ici, c'est absurde. Quant aux exportations de fromages qu'on promet en retour, je doute qu'elles représentent un vrai revenu pour les agriculteurs d'ici.» Que rétorque-t-il à ceux qui disent



que la problématique de l'huile de palme est marginale face aux intérêts économiques globaux pour la Suisse? «Il faut voir de quels intérêts économiques on parle. Ce ne sont pas les petits, et certainement pas les paysans, qui vont en profiter. L'agriculture de demain doit être à taille humaine, et ce traité va exactement dans l'autre sens, en perpétuant un système qui va dans le mur. Je pense que les consommateurs l'ont compris.»



André Muller devant ses champs au Mont-sur-Lausanne. ODILE MEYLAN